COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE DES NATIONS UNIES

Fiche de poste

1. Informations générales

Titre: Expert(e) associé(e) en affaires environnementales
Durée: 1 an (avec possibilité de prolongation pour une autre année)
Date requise: Septembre 2017
Lieu d'affectation: Genève, Suisse

2. Supervision

Supervision directe par: Mme Francesca Bernardini
Titre du superviseur: Division de l'environnement - Secrétaire de la Convention sur l'eau, Co-secrétaire du Protocole sur l'eau et la santé

Méthodologie de supervision: L'expert(e) associé(e) suivra le système d'évaluation et de notation de l'ONU dans lequel les objectifs pour l'année ainsi que les activités à mettre en œuvre sont définis. À la fin de l'année, la performance de l'expert(e) sera évaluée vis-à-vis des objectifs fixés.

L'expert participera aux réunions régulières de l'équipe dans lesquelles les objectifs sont fixés à court et moyen termes et le travail réalisé est présenté et évalué. Des commentaires seront fournis directement lors des réunions quotidiennes ou hebdomadaires avec le superviseur, le cas échéant. Pendant la période d'affectation, le niveau de responsabilité et de la complexité des tâches à effectuer par l'expert sont voués à augmenter.

Contexte de l'équipe : L'expert(e) associé(e) travaillera dans la Division de l'environnement, dans la section de la coopération transfrontière et plus précisément dans l'unité de l'eau. Il / elle sera dans le secrétariat de la Convention sur l'eau et du Protocole sur l'eau et la santé, sous la supervision de la Secrétaire de la Convention de l'eau / Co-secrétaire du Protocole sur l'eau et la santé. L'équipe de l'unité de l'eau comprend au total sept chargés d'affaires en environnement. Le JEA coopérera également avec le conseiller régional pour l'environnement de la CEE-ONU et avec le coordinateur pour la CEE-ONU de l'Initiative Eau de l'UE sur la plupart des projets de mise en œuvre.

3. Devoirs, responsabilités et attentes de résultats:

L'expert(e) associé(e) travaillera au sein du secrétariat de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU) de la Convention sur l'eau et du Protocole sur l'eau et la santé, à Genève. Ces deux instruments soutiennent les pays dans la gestion durable des ressources en eau, la réalisation des objectifs de développement durable, la promotion de la santé humaine et la réalisation du droit humain à l'eau et à l'assainissement.

La Convention a été amendée en 2003 pour permettre l'adhésion de pays extérieurs à la région de la CEE-ONU. Avec l'entrée en vigueur des amendements en 2013, la Convention est devenue un accord juridique global pour la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau. Depuis mars 2016, tous les pays membres des Nations Unies peuvent adhérer à la Convention, qui suscite un intérêt croissant et des demandes au-delà de la région de la CEE-ONU.

Le travail du secrétariat est guidé par les programmes de travail adoptés dans le cadre de ces deux instruments. La septième session de la Réunion des Parties à la Convention a adopté en Novembre 2015 le programme de travail pour la Convention pour la période de 2016 à 2018. Pour le Protocole, le programme de travail pour la période 2017-2019 a été adopté lors de la quatrième session de la Réunion des Parties (Genève, 14-16 Novembre 2016). Le JEA aura l'opportunité de suivre la mise en œuvre des deux programmes de travail de ces accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

Le **programme de travail de la Convention pour 2016-2018**, adopté en Novembre 2015, est caractérisé par deux objectifs majeurs : soutenir les efforts des pays dans la mise en application du **Programme de développement durable à l'horizon 2030** (Programme 2030) et promouvoir une application globale de la Convention. Les activités se distinguent par leur approche intersectorielle et leur portée globale. Le programme de travail comprend, entre autres, les domaines suivants, sur lesquels le JEA pourra travailler, aussi en fonction de ses compétences spécifiques :

- Ouverture de la Convention en dehors de la région de la CEE-ONU

Les travaux dans ce domaine, pour lequel la France est chef de file avec l'Allemagne, la Finlande et la Hongrie, vise à promouvoir la compréhension de la Convention, à renforcer les capacités pour sa mise en œuvre ainsi qu'à favoriser l'échange d'expériences pour bénéficier de bonnes pratiques issues du monde entier grâce à l'organisation d'événements à différents niveaux (experts et décideurs politiques, pays ou sous-régions cibles en dehors de la région de la CEE-ONU). Plus de 100 pays ont déjà participé aux activités menées au titre de la Convention, parmi lesquels 60 pays n'appartenant pas à la région de la CEE-ONU. De nombreux pays ont annoncé leur intention d'adhérer à la Convention et ont entamé les procédures nationales nécessaires à cet effet. Le renforcement des capacités sur la mise en œuvre de la Convention ainsi que le transfert d'expériences, en particulier pour les pays d'Afrique francophone (par exemple les pays du bassin des fleuves Congo et Sénégal et du lac Chad), les autres pays africains, les pays du Moyen-Orient sont une priorité pour le travail au titre de la Convention, et de nombreux événements sont planifiés en 2017-2018 dans ces pays.

- L'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers

Ce domaine d'activité continue d'attirer l'attention sur l'importance de la coopération dans l'adaptation au changement climatique et démontre comment cela peut être fait dans la pratique dans les bassins transfrontaliers. Un réseau mondial de bassins permet l'échange d'expériences entre les bassins travaillant sur le changement climatique et l'adaptation ; plusieurs projets pilotes travaillent sur le développement et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation transfrontières. Le travail dans ce domaine est réalisée en partenariat avec, entre autres, le RIOB. Le travail sur l'adaptation au changement climatique réalisé dans le cadre de la Convention pourra également fournir un cadre efficace pour la réalisation des engagements pris lors de la COP 21 à Paris pour

les initiatives liées à l'eau, notamment le Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères.

- *Nexus Eau-alimentation-énergie-écosystèmes*

Les interactions complexes entre les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'agriculture et les compromis liés ont été analysés dans le cadre d'une évaluation innovante des liens eau-alimentation-énergie-écosystèmes dans plusieurs bassins transfrontaliers dans le cadre de la Convention. En 2016-2018, la méthodologie développée sera appliquée dans plusieurs autres bassins dans le monde entier. Ces exercices permettent de progresser vers une conciliation des différentes utilisations des ressources dans les bassins transfrontières efficacité et une plus grande cohérence des politiques générales et une cogestion intersectorielle afin d'éviter les potentiels conflits liés aux demandes en ressources naturelles (eau, terres, écosystèmes) des différents secteurs.

- *Etablissement de rapports au titre de la Convention, incluant l'examen des progrès concernant la coopération au titre de l'ODD 6*

Au titre de la Convention, un mécanisme d'établissement de rapports a été introduit par la Réunion des Parties à sa septième session en novembre 2015. L'établissement de rapports au titre de la Convention sera un moyen d'évaluer les progrès des pays dans la mise en œuvre de la Convention mais aussi dans la réalisation de la cible 6.5 des Objectifs de développement durable (ODD), qui invite les pays à « assurer [d'ici à 2030] la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient ». Il sera procédé, en 2016-2017, à l'établissement de rapports à titre expérimental, et le secrétariat fera la synthèse des résultats. La Convention fournira un forum intergouvernemental dédié à l'analyse des progrès de la coopération transfrontière au titre de la cible 6.5, à l'échange d'expériences et à l'élaboration de recommandations politiques.

- *Évaluer les avantages de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau*

Une Note d'orientation sur l'identification, l'évaluation et la communication des avantages de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau a été développée pour aider les gouvernements et les autres acteurs à mettre en valeur les avantages liés la coopération auparavant négligés (par exemple la paix, la stabilité, l'intégration régionale, etc.) et à identifier les opportunités de coopération. La méthodologie est et sera appliquée dans plusieurs bassins transfrontaliers. La Note vise à être un outil d'hydro-diplomatie, permettant de fournir des arguments et des preuves concrètes pour coopérer et d'aider à assurer le soutien politique nécessaire et le financement du processus de coopération.

Dans le cadre du **programme de travail du Protocole sur l'eau et la santé**, les activités visent à protéger la santé humaine à travers une meilleure gouvernance nationale, des approches préventives, des mesures sociales et environnementales. Le Protocole sur l'eau et la santé est un puissant outil de promotion et de concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses ODD. Le lien clair entre les objectives du Protocol et l'ODD sur l'eau et l'assainissement auront une grande importance dans le futur programme de travail. Les domaines seront poursuivis dans le programme de travail de **2017 à 2019**:

- La fixation d'objectifs

Les activités relevant de ce domaine d'activités permettent de soutenir les pays afin qu'ils fixent des objectifs nationaux et établissent des rapports sur les progrès dans le domaine de l'eau et la santé, qui sont les principales obligations découlant du Protocole. L'Équipe spéciale pour la définition d'objectifs et l'établissement de rapport guide, supervise et favorise l'échange de leçons apprises et de bonnes pratiques collectées à l'échelle de la région pan-européenne ainsi qu'au travers de projets mis en œuvre dans des pays. Cette approche va être particulièrement utile pour atteindre l'ODD sur l'eau et l'assainissement.

- L'accès équitable à l'eau et à l'assainissement

Ce travail, pour lequel la France est chef de file avec la Hongrie, vise à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, y compris les personnes pauvres, vulnérables et socialement exclus, et ainsi de mettre en œuvre le droit humain à l'eau et à l'assainissement.

Un outil d'évaluation a été adopté en 2013 qui permet d'évaluer la situation en ce qui concerne l'équité de l'accès. Il a été testé au travers d'un certain nombre d'exercices d'auto-évaluation où il s'est avéré utile pour identifier les inégalités et renseigner le développement de plans d'action pour répondre aux lacunes en termes d'équité. De nombreux pays ont exprimé leur intérêt pour appliquer l'outil d'évaluation et ont demandé un soutien pour cela. De plus, une Note d'orientation relative à l'élaboration de plans d'action visant à garantir un accès équitable à l'eau et à l'assainissement sera promue pour faciliter la prise de décision et la définition d'actions concrètes pour améliorer l'accès équitable dans les pays ayant réalisés cette évaluation.

L'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement et de la coopération transfrontière ont été reconnus comme des priorités à l'échelle mondiale et ont inclus dans l'objectif du développement durable relatif à l'eau et à l'assainissement (ODD 6). La Convention sur l'eau et le Protocole sur l'eau et la santé offrent des cadres uniques dans le système des Nations Unies pour promouvoir et évaluer le progrès vers cet objectif.

Toutes les activités ci-dessus sont réalisées en partenariat avec plus de 30 partenaires, organisations du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, secteur privé.

En particulier, il est prévu que l'expert(e) associé(e) coopère étroitement avec d'autres programmes de la CEE-ONU, notamment les autres Conventions environnementales de la CEE-ONU et les programmes d'autres divisions (énergie, statistiques, etc.).

4. Qualifications et expérience

Formation: Diplôme universitaire dans un domaine lié à l'environnement, le développement, les relations internationales, le droit ou les sciences politiques.

Expérience professionnelle: Une expérience de travail, de préférence liée à la gestion de l'eau, la gestion de projet ou la gestion environnementale. Une expérience liée à la coopération transfrontalière sur l'eau et/ou dans une organisation internationale ou aux Nations Unies serait un atout.

Langues:	Une excellente maîtrise écrite et orale du français et de l'anglais et est nécessaire. La maîtrise d'une autre langue de l'ONU est un atout (russe, arabe ou espagnol).
Autres compétences:	Compétences en informatique, y compris éventuellement les compétences html pour concevoir des pages Web
Compétences de l'ONU:	<p>COMMUNICATION: efficacement par écrit, oral et pour des présentations ; capacité à présenter des informations d'une manière concise et précise ; aptitude à rédiger des rapports;</p> <p>ESPRIT D'EQUIPE: Bonnes aptitudes interpersonnelles. Capacité à développer et maintenir des relations de travail efficaces avec ses collègues et homologues, ainsi que pour travailler en équipe inter-sectorielle.</p> <p>PLANIFICATION ET ORGANISATION: Capacité à planifier et organiser son propre travail; capacité à travailler avec des délais serrés et à gérer plusieurs activités simultanées.</p>

5. Éléments d'apprentissage

Après son affectation, l'expert(e) associé(e) sera en mesure de:

- Organiser et faciliter des réunions: préparer l'ordre du jour, les versions préliminaires de documents officiels et les rapports, aider le président de séance dans le déroulement de la réunion et être au courant de tous les aspects logistiques et organisationnels liés à l'organisation des réunions
- Évaluer et revoir les politiques et stratégies nationales, élaborer les versions préliminaires de documents de politique et élaborer des recommandations pour l'action future;
- Concevoir et gérer des projets sur le terrain, en particulier ceux liés au renforcement des capacités sur les questions d'eau et de santé
- Elaborer des publications, des communiqués de presse, des bulletins d'information et autres articles pour les médias
- Elaborer des propositions de projets, y compris les aspects budgétaires ; prendre des dispositions pour l'utilisation appropriée des fonds; préparer des rapports pour les bailleurs de fonds sur les aspects substantiels et financiers des projets
- Coordonner les interactions entre les activités en vertu de la Convention sur l'eau et du Protocole avec d'autres AME de la CEE-ONU, les organisations et les mécanismes du système de l'ONU, y compris l'ONU-Eau, avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales pertinentes, et les organisations compétentes du secteur privé; échanger des informations avec ces organisations et leurs experts;
- Représenter le secrétariat de la CEE-ONU lors de réunions internationales dans son domaine de compétence.

6. Informations de contexte

La Convention oblige les Parties à établir des institutions conjointes dans le cadre desquelles les pays riverains se mettent d'accord sur une utilisation raisonnable et équitable des ressources et sur des approches efficaces pour l'attribution et le partage des eaux, générant ainsi des avantages

qui dépassent de loin ceux qui pourraient être générés par une tentative de maximisation des intérêts nationaux sans coordination. De plus, en favorisant la coopération transfrontalière, la Convention est un outil efficace pour la prévention des conflits et des crises. La Convention soutient ainsi la sécurité humaine sous toutes ses formes - sécurité alimentaire, sécurité économique, sécurité politique, jusqu'à la sécurité individuelle.

Le succès de la Convention de l'eau au niveau régionale et son caractère unique en droit international ont convaincu ses Parties de l'ouvrir à l'adhésion à tous les États membres de l'ONU, fournissant ainsi un cadre mondial pour la coopération transfrontalière de l'eau. Adoptée en 2003, l'amendement pour l'ouverture de la Convention au niveau mondial est entré en vigueur le 6 Février 2013 et est devenu opérationnel en mars 2016. Tous les pays membres des Nations Unies peuvent désormais adhérer à la Convention. L'application et la mise en œuvre de la Convention sur l'eau au niveau mondial sont considérées comme une priorité stratégique par les Parties en vue de promouvoir la coopération transfrontalière dans le monde entier. Cette mondialisation est nécessaire, d'autant que le débat sur les questions transfrontières au niveau mondial est déficient. Beaucoup de pays extérieurs à la région de la CEE-ONU sont déjà impliqués dans les activités de la Convention et plusieurs ont exprimé leur intérêt à adhérer à la Convention et ont demandé un appui. Pour répondre à ces intérêts et demandes, le programme de travail de la Convention comprend de nombreuses activités visant à : sensibiliser et renforcer les capacités sur la Convention dans les pays non membres de la CEE-ONU, y compris en les impliquant dans des activités dans le cadre de la Convention; promouvoir l'échange d'expérience avec d'autres régions du monde; assurer les synergies et la coordination avec la Convention de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux (Convention sur les cours d'eau); et soutenir l'adhésion à la Convention par les pays non membres de la CEE-ONU.

La Protocole sur l'eau et la santé de la CEE-ONU - OMS/Europe vise à protéger la santé humaine et le bien-être grâce à une meilleure gestion de l'eau mais aussi grâce à la prévention, au combat et au suivi des maladies liées à l'eau. Le Protocole fournit un cadre solide pour la traduction dans la pratique du droit humain à l'eau et à l'assainissement. Il est le premier accord international de ce type adopté spécifiquement pour atteindre un approvisionnement suffisant en eau potable et à un assainissement adéquat pour tout le monde, et de protéger efficacement l'eau utilisée comme source d'eau potable. Pour atteindre ces objectifs, les Parties sont tenues d'établir des objectifs nationaux et locaux pour la qualité de l'eau potable et la qualité des rejets, ainsi que pour la performance de l'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, ce qui conduit à la réduction de l'incidence des maladies liées à l'eau.

La France est un membre actif de la Convention sur l'eau de la CEE-ONU depuis 1998, du Protocole sur l'eau et la santé depuis 2005 et est Partie à la Convention sur les cours d'eau depuis 2011. La France est co-chef de file du domaine d'activité sur l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement dans le cadre du Protocole, co-chef de file du domaine d'activité sur l'extension du champ d'application de la Convention, promotion et partenariats dans le cadre de la Convention. La France est également un membre actif du Bureau de la Convention et du Bureau du Protocole.

Le poste est situé à Genève, qui offre une large variété d'attractions: une scène sociale et culturelle animée, d'abondante possibilités pour les sports d'extérieur (ski, randonnée, voile, etc).

La ville est sûre et toutes les infrastructures locales sont bien organisées, en particulier les transports locaux et les liaisons ferroviaires et aériennes internationales. Il y a une grande communauté internationale et il est facile d'établir des liens sociaux.